

Département de l'Isère  
Canton de l'Oisans  
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION N° 2022-180

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 décembre 2022

**L'an deux mille vingt-deux, le 12 décembre 2022 à 19h,**

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 6 décembre 2022, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

**Etaient présents en séance :** Christophe AUBERT, maire,  
Eric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Françoise MOREAU, adjoints,  
Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.

Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Paul VAN LEEUWEN, Céline VALETTE, Fabien VEYRAT, Hervé LESCURE, conseillers municipaux.

**Etaient absents ou excusés :** Anne MILLET, Enrica TASSO, Ugo MOUNIER, Pascal ESPITALIER, Stéphane VAISSIERES.

**Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :**

Pierre BALME donne pouvoir à Christophe AUBERT

Angélique AGUILAR donne pouvoir à Marie-Hélène COING

Marion ROLLAND donne pouvoir à Françoise MOREAU

**Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :** Céline VALETTE et Hervé LESCURE ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

**DOMAINE : FINANCES LOCALES – 7.1.1.2 – débat d'orientation**

**OBJET : Rapport d'Orientation Budgétaire 2023**

VU le Code des Collectivités territoriales, notamment l'article L 2312-1,  
VU le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire,  
VU le rapport ci-annexé,

Monsieur le Maire rappelle que le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.

Le Maire doit présenter à l'assemblée délibérante un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport doit donner lieu à un débat au Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 22/12/2022

Reçu en préfecture le 22/12/2022

Publié le



ID : 038-200064434-20221212-DEL2022180-DE

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents et à distance :

- **APPROUVE** le Rapport d'Orientation Budgétaire 2023

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,  
Le maire, Christophe AUBERT



Envoyé en préfecture le 22/12/2022

Reçu en préfecture le 22/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 038-200064434-20221212-DEL2022180-DE



Envoyé en préfecture le 22/12/2022

Reçu en préfecture le 22/12/2022

Publié le

SLO

ID : 038-200064434-20221212-DEL2022180-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE



## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

**Mairie Les Deux Alpes** - 48 Av. de la Muzelle - 38860 Les Deux Alpes ☎ 04 76 79 24 24 ✉ accueil@mairie2alpes.fr

**Mairie annexe Mont de Lans village** - Le village Mont de Lans - 38860 Mont de Lans ☎ 04 76 80 04 24 ✉ mont-de-lans@mairie2alpes.fr

**Mairie annexe Venosc village** - 5 rue du Câble - Le Courtil - 38520 Venosc ☎ 04 76 80 06 75 ✉ venosc@mairie2alpes.fr

🌐 [www.mairie2alpes.fr](http://www.mairie2alpes.fr)

Toute la correspondance doit être adressée impersonnellement à M. le Maire



Envoyé en préfecture le 22/12/2022

Reçu en préfecture le 22/12/2022

Publié le

**SLOW**

ID : 038-200064434-20221212-DEL2022180-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	5
I) Le contexte national et le Projet de Loi de Finances (PFL) 2023. ....	6
➤ La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2023-2027 .....	6
II) Les principales dispositions du PLF 2022 intéressant les collectivités locales.....	7
La suppression de la CVAE .....	7
La revalorisation des bases fiscales .....	8
L'actualisation des bases des locaux professionnels .....	8
Les indicateurs de potentiel fiscal et d'effort fiscal .....	8
Le « filet de sécurité » déployé en 2022 et 2023.....	8
III) Les orientations budgétaires 2023 .....	8
III-1) La section de Fonctionnement .....	9
III-1-1) Les recettes de fonctionnement .....	9
➤ Les recettes liées à l'activité touristique :.....	9
➤ Les recettes fiscales :.....	10
➤ Evolution des concours financiers .....	11
III-1-2) Les dépenses de fonctionnement .....	11
➤ Les Charges générales :.....	12
➤ Les dépenses de personnel :.....	13
➤ Evolution des subventions .....	14
➤ L'Autofinancement.....	14
II-2) La section d'Investissement .....	14
Les principaux projets d'investissement de l'exercice 2023 sont les suivants : .....	15
IV) La dette .....	15
V) LES BUDGETS ANNEXES .....	16
V-1) Le Budget de l'Eau .....	16
V-2) Le Budget annexe du lotissement de Venosc.....	16

Envoyé en préfecture le 22/12/2022

Reçu en préfecture le 22/12/2022

Publié le

**SLOW**

ID : 038-200064434-20221212-DEL2022180-DE

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023– BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES : EAU POTABLE ET LE LOTISSEMENT DE VENOSC

## PREAMBULE

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale (NOTRé) impose aux collectivités la production d'un Rapport d'Orientations Budgétaires soumis au vote de l'assemblée délibérante. Le décret d'application du 24 juin 2016 encadre le contenu de ce rapport. Il stipule que le rapport doit comporter les informations suivantes :

- 1) Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification et des subventions.
- 2) La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- 3) Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations budgétaires pour le projet du budget 2023 sont établies, d'une manière générale, selon le contexte économique national et local. Le Projet de Loi des Finances 2023 fixe le cadre national pour les mesures concernant les Collectivités Territoriales ; mesures impactant fortement les collectivités en raison de la crise sanitaire et économique que traverse notre pays.

Ce rapport d'orientations budgétaires présente d'abord le contexte national (I), les principales mesures à destination des collectivités territoriales (II) prévues dans le Projet de Loi de Finances (PLF) 2023, ensuite les orientations budgétaires du projet du budget 2023 pour les deux sections (III) et enfin la situation de l'endettement de la Commune (IV). Les orientations budgétaires des Budgets annexes figurent dans la dernière partie (V).

## I) Le contexte national et le Projet de Loi de Finances (PFL) 2023.

Après un rebond de l'économie particulièrement marqué en 2021, qui a fait de la France le grand pays européen où l'activité a le plus vite rattrapé son niveau d'avant la crise sanitaire, l'invasion russe en Ukraine a assombri les perspectives économiques, en entraînant une forte hausse des prix des matières premières, un rebond des tensions d'approvisionnement et une augmentation de l'incertitude.

Face à ces chocs, l'économie française a montré sa capacité de résilience : après un recul au 1er trimestre 2022 (-0,2 %) en lien avec une nouvelle vague épidémique, l'activité a fortement progressé au 2ème trimestre (+0,5 %), portant l'acquis de croissance pour 2022 à +2,5 %. L'activité continuerait de croître sur le reste de l'année, comme l'indiquent les derniers indicateurs conjoncturels.

En moyenne annuelle, le pouvoir d'achat serait préservé malgré la hausse de l'inflation. L'activité progresserait ainsi de +2,7 % en moyenne annuelle en 2022, une prévision revue à la hausse par rapport à celle du PLFR 2022.

En **2023**, la croissance de l'activité s'établirait à **+1,0 %**. Elle serait freinée par la normalisation de la politique monétaire, un environnement international moins porteur et l'impact des prix toujours élevés de l'énergie. L'activité serait principalement soutenue par la consommation, qui bénéficierait des mesures de soutien au pouvoir d'achat et d'une légère baisse du taux d'épargne qui reste cependant supérieur à son niveau d'avant-crise. L'investissement des entreprises continuerait de progresser malgré l'incertitude économique et la hausse des taux, grâce à la préservation du taux de marge, qui est soutenu par la première partie de la suppression de la CVAE.

L'inflation diminuerait en 2023, à +4,2 % en moyenne annuelle. Elle serait encore élevée en glissement annuel au début 2023 et refluerait ensuite progressivement, pour atteindre un niveau proche de +3 % à la fin 2023. Les prix de l'énergie ralentiraient après la forte hausse observée en 2022, grâce au maintien du bouclier tarifaire<sup>1</sup>.

### ➤ La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) 2023-2027

Le nouveau cadre organique ainsi que les nouvelles orientations pluriannuelles pour 2023 à 2027 renforcent la gouvernance des finances publiques. Le projet de loi de finances est présenté simultanément au projet de loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027.

Ce projet de LPFP s'inscrit dans un cadre organique rénové, à l'initiative du Parlement : les dispositions de la loi organique relative à la modernisation de la gestion des finances publiques du 28 décembre 2021 enrichissent le contenu et renforcent la portée des lois de programmation des finances publiques.

<sup>1</sup> Extraits du dossier de Presse du projet de Loi des Finances 2023

Il s'agit ainsi, avec ce projet de LPFP, de définir une trajectoire de finances publiques soutenable et d'assurer les moyens de son pilotage.

La présentation d'un nouveau projet de LPFP pour les années 2023 à 2027 est rendue nécessaire par l'achèvement au 31 décembre 2022 de la période couverte par la précédente LPFP (2018-2022). Elle est indispensable pour définir une trajectoire de référence et des outils de gouvernance à même de renforcer le respect des règles budgétaires communes, notamment en termes de déficit et de dette, ainsi que pour définir les moyens d'information, d'évaluation et de contrôle dont disposera le Parlement durant la période couverte par la programmation.

Afin d'assurer le respect de cette trajectoire de retour **sous les 3 % de déficit public** à l'horizon 2027, le projet de LPFP instaure de nouvelles règles de gouvernance et de maîtrise des finances publiques qui porteront sur l'ensemble des sous-secteurs.

S'agissant des administrations publiques locales (APUL), les objectifs relatifs aux dépenses réelles de fonctionnement portés par le projet de LPFP visent à associer les administrations locales à la modération de la dynamique des dépenses. Il s'agit d'agir sur la maîtrise de la progression de leurs dépenses réelles de fonctionnement, qui devront évoluer à un rythme inférieur de 0,5 point au taux d'inflation.

Sont concernés par cette mesure toutes les Régions et tous les départements ainsi que les Communes, les EPCI qui auront dépassé **40 millions d'euros** de dépenses réelles de fonctionnement au compte administratif 2022 du budget principal<sup>2</sup>.

## **II) Les principales dispositions du PLF 2022 intéressant les collectivités locales**

### **La suppression de la CVAE**

Dans l'objectif de soutien de l'activité économique et de reconquête industrielle, le PLF pour 2023 poursuit l'allègement des impôts de production initié en 2021, en prévoyant la suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

En cohérence avec les objectifs de maîtrise des finances publiques fixés pour les années 2022-2027, il propose de procéder à cette suppression en deux fois: en 2023, la cotisation due par les entreprises redevables sera diminuée de moitié avant une suppression totale en 2024. La perte de recettes induite par cette suppression sera compensée aux collectivités territoriales dès le 1er janvier 2023 par l'affectation d'une fraction de taxe sur la valeur ajoutée, égale à la moyenne de la CVAE perçue au titre des années 2020, 2021 et 2022.

<sup>2</sup> Extraits du dossier de Presse du projet de Loi des Finances 2023

### **La revalorisation des bases fiscales**

Depuis 2018, le taux d'indexation pour l'année N est fixé de manière mathématique suivant l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE sur la période du 1<sup>er</sup> décembre N-2 au 30 novembre N-1. Cet indice pourrait être de l'ordre de 7% en moyenne glissante au 1<sup>er</sup> décembre 2022.

Le taux d'actualisation sera connu et validé par le gouvernement en décembre.

### **L'actualisation des bases des locaux professionnels**

L'actualisation sexennale des valeurs locatives professionnelles (commerces, bureaux, artisans) qui a occupé le bloc communal au 1<sup>er</sup> semestre 2022 est reportée de 2 ans pour deux raisons :

- L'insuffisance de la représentativité des échantillons de loyers collectés par les services fiscaux.
- Des effets « indésirables » auxquels elle risque d'aboutir avec la sur taxation des commerces de centre-ville.

### **Les indicateurs de potentiel fiscal et d'effort fiscal**

Avec la réforme fiscale engagée depuis deux années, les modalités de calcul des indicateurs de richesse et de l'effort fiscal des collectivités sont modifiées.

### **Le « filet de sécurité » déployé en 2022 et 2023**

C'est une dotation de l'Etat qui vise à compenser une partie de l'augmentation des dépenses supportées par les collectivités sur les exercices 2022 et 2023.

Pour en bénéficier, les collectivités doivent remplir 3 conditions cumulatives. L'aide de l'Etat est de 70% des hausses de dépenses d'approvisionnement en énergie, électricité, chauffage urbain et d'achat de produits alimentaires constatés en 2022. La seconde aide concerne les charges supportées suite à l'augmentation du point d'indice (50% de la hausse des dépenses constatées en 2022 par rapport à 2021).

Pour 2023, ce filet de sécurité inflation est reconduit, mais ne concernera que les dépenses d'énergie.

## **III) Les orientations budgétaires 2023**

Malgré la crise sanitaire et la fermeture des remontées mécaniques pendant l'hiver 2021, la Commune a assuré ses missions régaliennes ainsi que le fonctionnement des services municipaux. Avec la reprise d'un « fonctionnement normal », l'année 2022 a enregistré un dynamisme significatif dans tous les domaines à la fois en recettes et en dépenses.

L'hypothèse de base pour les prévisions budgétaires 2023 est une continuité d'un fonctionnement dynamique et attractif pour le territoire.

### **III-1) La section de Fonctionnement**

Il est important de rappeler que les collectivités sont souveraines en matière de prévisions budgétaires des budgets primitifs. Les prévisions des dépenses et des recettes de chaque section, sont estimées en fonction des obligations et contraintes nécessaires au bon fonctionnement des services communaux.

Aussi, les propositions du budget 2023 ont été bâties sur la base du budget primitif 2022 et sur une estimation du compte administratif 2022. L'objectif est d'être au plus juste des montants des réalisations.

#### **III-1-1) Les recettes de fonctionnement**

Les recettes de la section de fonctionnement ont baissé de manière significative pendant les années de la crise sanitaire, notamment en 2020, avec les différentes périodes de confinement et de fermetures des équipements et des remontées mécaniques (pendant l'hiver 2021).

Le tableau ci-après retrace l'évolution des recettes de fonctionnement de 2018 à 2022.

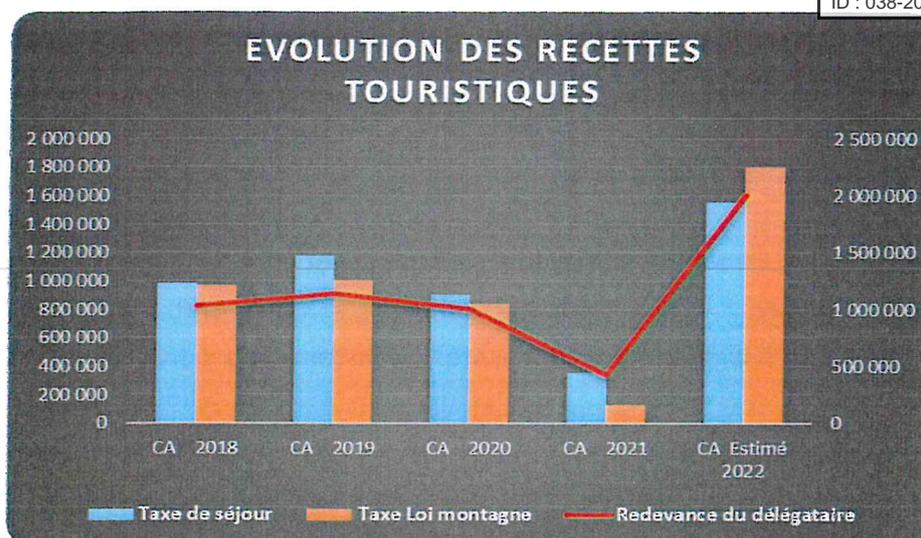
	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA Estimé 2022
Les recettes Réelles de fonctionnement	22 047 337	27 666 902	22 234 767	20 025 478	25 850 000
<i>Evolution N/N-1</i>		<b>25%</b>	<b>-20%</b>	<b>-10%</b>	<b>29%</b>

Les postes les plus impactés sont ceux liés à l'activité touristique de la Commune.

#### ➤ Les recettes liées à l'activité touristique :

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA Estimé 2022
Taxe de séjour	983 916	1 177 354	904 006	354 151	1 550 000
Taxe Loi montagne	964 122	1 002 358	834 813	128 658	1 800 000
Redevance du délégataire	1 027 822	1 132 376	999 007	419 766	2 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>2 975 860</b>	<b>3 312 088</b>	<b>2 737 826</b>	<b>902 575</b>	<b>5 350 000</b>
<i>Evolution N/N-1</i>		<b>11%</b>	<b>-17%</b>	<b>-67%</b>	<b>493%</b>

Les recettes estimées de l'exercice 2022 sont extrapolées à partir des réalisations enregistrées en novembre 2022.



Les prévisions budgétaires de ces recettes pour l'exercice 2023 seront évaluées sur la base de celles perçues en 2022.

➤ Les recettes fiscales :

D'une manière générale, les recettes fiscales, les dotations et participations de l'Etat et des autres organismes représentent 80% des recettes de la section de fonctionnement. Le niveau de leur recouvrement est conforme à la notification faite par les services de l'Etat.

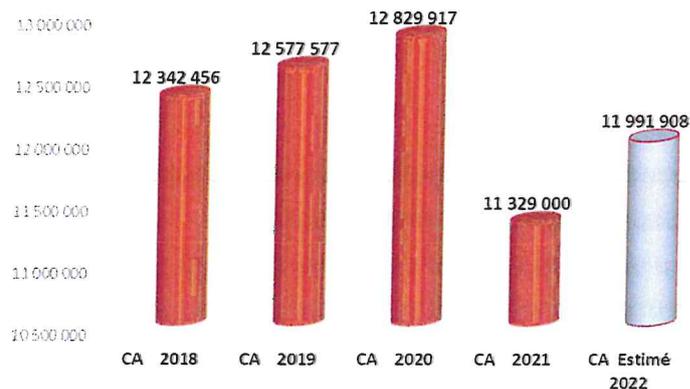
Le tableau ci-après reprend l'évolution du produit fiscal de 2018 à 2022, intégrant les différentes mesures gouvernementales prises pendant la crise sanitaire.

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA Estimé 2022
Fiscalité directe	11 745 328	11 944 671	12 207 996	10 754 025	11 395 414
CVAE	364 373	415 094	402 290	352 524	379 951
TASCOM	14 790	15 423	16 478	16 264	16 264
IFER	217 965	202 389	203 153	206 187	200 279
<b>TOTAL</b>	<b>12 342 456</b>	<b>12 577 577</b>	<b>12 829 917</b>	<b>11 329 000</b>	<b>11 991 908</b>
<i>Evolution N/N-1</i>		<b>2%</b>	<b>2%</b>	<b>-12%</b>	<b>6%</b>

(CVAE : Cotisation sur la Valeur ajoutée. TASCOM : Taxe sur les Surfaces Commerciales.

IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux).

### EVOLUTION DU PRODUIT FISCAL



Le contexte des deux dernières années, caractérisé au niveau économique par la fermeture de la Station pendant les différentes périodes de confinement, conjugué à la saison blanche (hiver 2020-2021), s'est traduit par l'arrêt de l'activité économique des Hôtels, des restaurants, des bars et des remontées mécaniques. Le niveau du produit fiscal issu des impôts de production a été plus faible puisqu'il est assis sur la valeur ajoutée.

Concernant les bases fiscales des taxes ménages (TH des résidences secondaires et la Taxe foncière), le coefficient de valorisation a été défini depuis 2018 sur la base du glissement annuel constaté au mois de novembre de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH). L'accélération de la hausse des prix est bien sûr liée à la flambée des prix de l'énergie et au contexte de guerre qui font dérapier l'inflation depuis le début de l'année 2022.

Ainsi, le projet du budget 2023 est bâti sur une actualisation des bases fiscales sur un taux de **6%** et un maintien à l'identique des taux d'imposition. Le produit fiscal des ménages et des entreprises (TH et TF) sera plus élevé que celui de 2022.

Les compensations fiscales perçues en 2022 sont reconduites en 2023.

#### ➤ Evolution des concours financiers

Depuis la création de la Commune Nouvelle, La Dotation Globale de Fonctionnement de la Commune ne subit pas d'écroulement. Au contraire, elle a évolué à la hausse en fonction du dynamisme de la population.

Plusieurs logements sont mis sur le marché de l'immobilier, attirant ainsi de nouveaux habitants (en résidences secondaires et/ou bien principales).

La Dotation de solidarité Rurale évoluera à la hausse également.

### III-1-2) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles prévisionnelles totales de fonctionnement pour 2023 (hors opérations d'ordre et charges exceptionnelles) sont en hausse par rapport du Budget Primitif 2022.

➤ Les Charges générales :

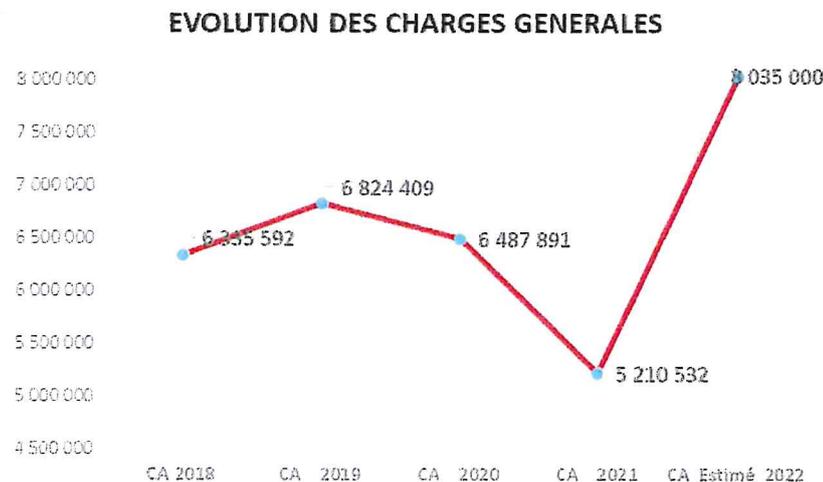
Les dépenses courantes nécessaires au bon fonctionnement des services municipaux de la Commune seront en forte augmentation par rapport au primitif 2022.

Les postes budgétaires les plus impactés par cette hausse sont les fluides (électricité, Eau, gaz, carburants) et les transports urbains, notamment les navettes touristiques.

Le passage au « tout électrique » a généré des surcoûts certains ; mais contribue à la préservation de l'environnement.

Ci-après l'évolution du chapitre 011, relatif aux charges générales :

CHAPITRES	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA Estimé 2022
Charges à caractère général	6 335 592	6 824 409	6 487 891	5 210 532	8 035 000
<i>Evolution N/N-1</i>		8%	-5%	-20%	54%



**Les orientations budgétaires 2023 :**

Certes, l'augmentation des dépenses relatives aux fluides est inévitable compte tenu du contexte actuel. L'évolution est de +3,5%.

La Commune bénéficie encore de tarifs réglementés dans le cadre du Groupement de commandes passé en 2021 avec la Communauté des Communes. Une consultation a été lancée pour le renouvellement du marché d'électricité dans le même cadre de groupement de commandes avec la CCO. On s'attend à une tarification plus élevée que celle de l'ancien marché.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des dépenses relatives aux fluides de 2018 à 2022.

Comptes	Libellé	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA Estimé 2022
60611	Eau et assainissement	122 796,85	118 538,18	120 186,71	110 325,19	130 000,00
	<b>Evolution N/N-1</b>		<b>-3,5%</b>	<b>1,4%</b>	<b>-8,2%</b>	<b>17,8%</b>
60612	Énergie Électricité	813 466,91	723 096,76	593 520,40	665 144,90	700 000,00
	<b>Evolution N/N-1</b>		<b>-11,1%</b>	<b>-17,9%</b>	<b>12,1%</b>	<b>5,2%</b>
606122	GAZ	30 690,72	43 486,50	33 153,91	31 900,37	40 700,00
	<b>Evolution N/N-1</b>		<b>41,7%</b>	<b>-23,8%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>27,6%</b>
60621	Combustibles	78 430,36	111 769,44	85 768,58	88 982,07	150 000,00
	<b>Evolution N/N-1</b>		<b>42,5%</b>	<b>-23,3%</b>	<b>3,7%</b>	<b>68,6%</b>
60622	Carburants	141 826,96	152 258,11	130 507,97	91 375,10	170 000,00
	<b>Evolution N/N-1</b>		<b>7,4%</b>	<b>-14,3%</b>	<b>-30,0%</b>	<b>86,0%</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>1 187 211,80</b>	<b>1 149 148,99</b>	<b>963 137,57</b>	<b>987 727,63</b>	<b>1 190 700,00</b>
	<b>Evolution N/N-1</b>		<b>-3,2%</b>	<b>-16,2%</b>	<b>2,6%</b>	<b>20,5%</b>

Toutefois, des mesures spécifiques pour maîtriser les dépenses relatives à l'électricité ont été prises dès l'automne 2022 et seront poursuivies et renforcées en 2023.

➤ Les dépenses de personnel :

D'une manière générale, les charges de personnel sont stables pour l'exercice 2022, en raison principalement aux départs à la retraite et mutations de près d'une dizaine d'agents, remplacés, pour certains, par des agents en début de carrière (effet Noria).

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA Estimé 2022
Charges du Personnel (O12)	6 368 374	6 511 725	6 349 665	6 342 897	6 850 000
<b>Evolution N/N-1</b>		<b>2%</b>	<b>-2%</b>	<b>0%</b>	<b>8%</b>

**EVOLUTION DES CHARGES DU PERSONNEL**



Toutefois, l'élargissement du périmètre d'intervention de la Commune nécessite la création de nouveaux postes. L'objectif est d'étoffer certains services afin d'assurer une réalisation des investissements maximale.

Les prévisions budgétaires pour 2023 intègrent l'augmentation du point d'indice en année pleine. Elles sont donc basées sur le budget 2022 ajusté en appliquant le taux relatif au Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

La prévision pour 2023 serait de **7,2 M€** versus **6,95M€ en 2022**.

### ➤ Evolution des subventions

La Commune maintiendra son soutien au tissu associatif qui participe au dynamisme de la vie de la Station. Elle poursuivra également sa contribution pour encourager les sportifs de haut niveau.

En partenariat avec l'Office du tourisme, elle contribuera aux différents évènements majeurs qui animent la vie locale à la fois pendant la saison d'hiver et celle de l'été.

### ➤ L'Autofinancement

Après deux années difficiles pendant lesquels l'autofinancement de la Commune a diminué, le budget 2023 enregistrera une hausse sensible grâce à la reprise de l'activité économique.

## II-2) La section d'Investissement

Avec la crise sanitaire, certains projets d'investissement ont été suspendus et d'autres arrêtés complètement. Seuls les travaux courants d'entretien de la voirie et des équipements publics ont été maintenus pour assurer à la fois la sécurité des habitants et des touristes et pour le bon fonctionnement des équipements publics.

Certaines opérations pluriannuelles et représentant un volume financier élevé font l'objet d'Autorisations de Programme et de Crédits de paiement. Une délibération d'ajustement des Crédits de Paiement sera présentée au Conseil Municipal, lors du vote du Budget Primitif 2023.

La Commune a engagé des Déclarations d'Utilités Publiques afin de disposer du foncier nécessaire pour la réalisation de certains projets structurants (tels que la piscine et le golf).

Par ailleurs, le projet de création d'une SEM immobilière avec le délégataire de la Commune (la SATA) a abouti en 2022. L'intérêt majeur de cette démarche est double : l'externalisation de la dette communale et le bénéfice d'une capitalisation.

**Les principaux projets d'investissement de l'exercice 2023 sont les suivants :**

- Projet du Lac de la Mura
- L'entrée dans la phase opérationnelle du projet Côte Brune (construction d'un parking souterrain de 300 places et de la maison de l'enfance).
- La réhabilitation du bâtiment de l'Office du Tourisme.
- La restructuration et agrandissement du Palais des Sports avec la construction d'une piscine couverte.
- La poursuite de l'aménagement des sentiers de randonnées de montagne.
- La sécurisation des routes de montagne.
- La restauration du pavage de la place du Centre du village et des rues adjacentes à Mont de Lans.
- Lac de la Buissonnière : acquisition de système de filtration et de jeux aquatiques.
- Les travaux annuels de voirie sur la station et dans les communes historiques.
- Une enveloppe pour les acquisitions foncières.

Bien entendu, des enveloppes sont prévues également pour l'entretien courant des différents bâtiments communaux et pour l'acquisition des matériels et équipements.

Le financement de ces travaux sera assuré par :

- Les ressources propres (l'autofinancement, les amortissements, le FCTVA et les produits des cessions),
- Les subventions des différentes collectivités et organismes,
- L'emprunt, en tant que variable d'ajustement.

#### **IV) La dette**

L'encours de la dette au 1<sup>er</sup> janvier 2023 est de **30,8 millions d'euros**.

Au courant de l'exercice 2022, la Commune a emprunté 3 millions d'euros, tirant profit des taux d'intérêt bas.

La prise en compte de l'aide du fonds de soutien restant à percevoir (soit 5,2 millions d'euros) ramène le stock de la dette à **25,6 millions d'euros**.

Pour mémoire, la Commune a sécurisé son stock de dette en 2016 avec effet en 2017 avec la désensibilisation de l'emprunt indexé sur le franc suisse.

## **V) LES BUDGETS ANNEXES**

### **V-1) Le Budget de l'Eau**

Avec les nouvelles constructions réalisées sur la station, il est indispensable de renforcer les réseaux d'eau potable. A cet effet, des études ont été engagées en 2020 et 2021.

Pour l'exercice 2022, un programme d'investissement d'un montant de 600 K€ est en cours de réalisation. Il s'agit de la construction d'une cuve de 1000 mètres cubes pour répondre aux besoins des habitants de la Station et des touristes.

Pour l'exercice 2023, des travaux de raccordement de certains hameaux au réseau d'assainissement seront prévus.

Compte tenu du montant des travaux et de la faible capacité d'investir de ce budget, la Commune financera une partie de ces investissements par le Budget Principal, en versant une subvention d'équipement. Les subventions de l'Agence de l'Eau et d'autres partenaires compléteront le financement.

### **V-2) Le Budget annexe du lotissement de Venosc**

La Commune envisage de créer de l'habitat permanent et inciter l'installation de jeunes couples dans les villages. C'est dans cet objectif que la Commune a créé à Venosc un lotissement de 7 lots environ.

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget du lotissement a été créé en 2020. C'est un budget annexe, assujetti à la TVA qui répond à l'instruction comptable M14. Les travaux de viabilisation et de vente des différents lots nécessitent donc la tenue d'une comptabilité de stocks.

L'acquisition du terrain est effectuée sur l'exercice 2022. Il s'agit d'une parcelle enregistrée dans le budget principal de la Commune. Un maître d'œuvre a été retenu en 2022 pour la consultation des entreprises afin de commencer la viabilisation des terrains.

A cet effet, des crédits sont prévus sur l'exercice 2023.

\*\*\*\*\*